

1548 EST•
EURCOM WSH

21877 COMEU B
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - 819351 - LECTEUR OPTIQUE
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON
REF: 21:48 19-03-82 2646 - 000012207

TELEX NO 52738-SG-B 12/106

TELEX HEBDOMADAIME NR 77 DU 19.03.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

1.1 PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN (29/30 MARS)

SUR RAPPORT DU PRESIDENT THORN, LA COMMISSION A ENTREPRIS LE POINT DE LA PREPARATION DU PROCHAIN CONSEIL EUROPEEN LES 29 ET 30 MARS. LA DISCUSSION A PRINCIPALEMENT PORTE SUR LE RAPPORT CONSACRE A LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE QUE LA COMMISSION SOUMET REGULIEREMENT A CHAQUE SESSION DES CHEFS DE GOUVERNEMENT. LA COMMISSION ENTEND DEPASSER LA SIMPLE ANALYSE DE LA

SITUATION ET METTRE EN AVANT DES PROPOSITIONS D' ACTIONS EN MATIERE DE POLITIQUE ECONOMIQUE ET DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE, PROPOSITIONS QUI REPRENDONT LES PRINCIPAUX ELEMENTS DEGAGES DANS LES COMMUNICATIONS FAITES PAR LA COMMISSION AU COURS DES DERNIERS MOIS, NOTAMMENT EN LIAISON AVEC LES TRAVAUX SUR LE MANDAT. SUR LA BASE DES ORIENTATIONS DEGAGEES DANS LA COMMISSIONS, LE PRESIDENT THORN, M. ORTOLI ET M. RICHARD, ARRETERONT LE CONTENU DE LA NOTE DESTINEE AU CONSEIL EUROPEEN.

LA COMMISSION POURSUIVRA CETTE PREPARATION LA SEMAINE PROCHAINE A LA LUMIERE DES TRAVAUX DU CONSEIL DE LUNDI ET MARDI, TRAVAUX QUI SERONT POUR UNE PART SIGNIFICATIVE CONSACRES AU MANDAT DU 30 MAI.

1.2 PREPARATION CONSEIL "AFFAIRES GENERALES" (22/23 MARS)

- RELATIONS AVEC LE JAPON (LE COMITE ART. 113 DOIT ENCORE SE REUNIR LE LUNDI MATIN),
- ACCORD INTERNATIONAL SUR L'ETAIN,
- MANDAT DU 30 MAI,
- PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN DU 29/30 MARS, Y COMPRIS LES POINTS RESTANT A REGLER POUR LA FONDATION EUROPEENNE DONT L'ACTE CONSTITUTIF POURRAIT ETRE SIGNE LUNDI 29 MARS A L'OCCASION DE LA CEREMONIE COMMERATIVE DU 25EME ANNIVERSAIRE DE LA SIGNATURE DES TRAITES DE ROME.

LA SESSION MINISTERIELLE AVEC L'ESPAGNE DEVRAIT CONCLURE UN PREMIER "MINI-PAQUET" SUR LES CHAPITRES : TRANSPORTS, POLITIQUE REGIONALE, MOUVEMENTS DE CAPITAUX, QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES, DROIT D'ETABLISSEMENT ET PRESTATIONS DE SERVICES, HARMONISATION DES LEGISLATIONS.

432

1	RK-13
TR.	HW 3
I.S.	✓
FIN.	✓
AGR.	✓
ENE.	✓
R.D	✓
ADM.	✓
S.A.	✓
	mb
	C.F.

mmunications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL "ECO/FIN" (15 MARS)

A L'ISSUE D'UN DEBAT APPROFONDI, LE CONSEIL ESTIME POSSIBLE ET SOUHAITABLE DE RENFORCER LE S.M.E. PAR UNE COORDINATION PLUS ACTIVE DES POLITIQUES NATIONALES, UN RENFORCEMENT DES MECANISMES D'ASSISTANCE MUTUELLE, UNE UTILISATION ACCRUE DE L'ECU, UNE COOPERATION MONETAIRE AMELIOREE AVEC LES PAYS TIERS. TOUT EN MARQUANT SON ACCORD POLITIQUE SUR DE NOMBREUX POINTS, NOTAMMENT CERTAINES SUGGESTIONS DE LA COMMISSION, LE CONSEIL ESTIME QU'IL CONVIENT D'ALLER ENCORE PLUS LOIN DANS L'APPROFONDISSEMENT DES MECANISMES ACTUELS, NOTAMMENT EN MATIERE DE CHANGE. COMITE MONETAIRE ET COMITE DES GOUVERNEURS ONT ETE INVITES A PRESENTER LES AVIS NECESSAIRES POUR LUI PERMETTRE D'ADOPTER LORS DE SA SESSION DE MAI UNE RESOLUTION ET DES DECISIONS POSITIVES.

COMMENTANT LES RESULTATS DE CETTE SESSION, LA COMMISSION A ESTIME QUE LES CONCLUSIONS ADOPTEES CONSTITUENT UN PREMIER PAS ET QU'IL CONVIENT DE POURSUIVRE ACTIVEMENT LES TRAVAUX PREPARATOIRES A DES DECISIONS SUBSTANTIELLES EN VUE DE RESPECTER L'ECHANCE QUE S'EST FIXEE LE CONSEIL.

DANS LE CADRE DES RELATIONS AVEC LE JAPON, LE CONSEIL A EU UN PREMIER ECHANGE DE VUES SUR LES ASPECTS MACRO-ECONOMIQUES ET L'EVOLUTION DU YEN QU'IL COMPTE APPROFONDIR LORS D'UNE PROCHAINE SESSION (LA DISCUSSION S'ETAIT ENGAGEE SUR LA BASE D'UN DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA COMMISSION).

NIC II : DEVANT L'ECHEC DE LA CONCERTATION AVEC LE PARLEMENT SUR LES ASPECTS INSTITUTIONNELS ET EN INVOQUANT L'URGENCE (LES 1000 MECUS DU NIC I SONT TOTALEMENT ENGAGES) LE CONSEIL A ADOPTE LA DECISION DE BASE HABILITANT LA COMMISSION A CONTRACTER DES EMPRUNTS POUR PROMOUVOIR LES INVESTISSEMENTS DANS LA COMMUNAUTE. LE PARLEMENT EST INVITE A PRESENTER D'URGENCE SON AVIS SUR LA PROPOSITION DE DECISION D'APPLICATION. LA COMMISSION PRESENTERA DE SON COTE DES PROPOSITIONS POUR LA POURSUITE DE CET INSTRUMENT.

EMPRUNTS EURATOM : LE CONSEIL A HABILITE LA COMMISSION A CONTRACTER A CONCURRENCE DE L'EQUIVALENT DE 2000 MECUS EN PRINCIPAL DES EMPRUNTS EN VUE DU FINANCEMENT DES CENTRALES NUCLEAIRES DE PUISSANCE.

2.2 CONSEIL AGRICULTURE (15/17 MARS)

LE CONSEIL S'EST REUNI PENDANT 3 JOURNEES AFIN DE DISCUTER L'ENSEMBLE DU PAQUET DES PRIX AGRICOLES 82/83, Y COMPRIS LES MESURES CONNEXES, MAIS LES VRAIES NEGOCIATIONS NE SONT PAS ENCORE COMMENCEES. LE DEBAT A PERMIS TOUTEFOIS D'IDENTIFIER CLAIREMENT LES PRINCIPALES DIVERGENCES DE VUES QUI SUBSISTENT SUR UNE GRANDE SERIE DES ELEMENTS LIES A CE DOSSIER.

TOUS LES MINISTRES ONT CONFIRME LEUR VOLONTE D'ABOUTIR A DES CONCLUSIONS DEFINITIVES AVANT LE 1ER AVRIL 1982. A CETTE FIN, LA PRESIDENCE VA FAIRE UN TOUR DES CAPITALES POUR LUI PERMETTRE

DE REDIGER ENSEMBLE AVEC LA COMMISSION UNE FORMULE DE COMPROMIS D'ENSEMBLE QU'ELLE SOUMETTRA AUX MINISTRES LORS DE LEUR PROCHAINE SESSION 'MARATHON' QUI AURA LIEU A PARTIR DU 31 MARS PROCHAIN.

IL EST CLAIR QUE LE DOSSIER DES PRIX AGRICOLES EST LIE PAR CERTAINES DELEGATIONS AVEC D AUTRES DOSSIERS, NOTAMMENT : LA REVISION DE L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE POUR LES PRODUITS MEDITERRANEENS ET LES IMPLICATIONS FINANCIERES PE CE PAQUET POUR LES REFLEXIONS EN COURS RELATIVES A LA REVISION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE.

2.3 CONSEIL 'ENERGIE' (16 MARS)

A) SITUATION DE L'APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE

LES TRAVAUX ONT ETE MARQUES PAR LA VOLONTE DE NE PAS CEDER AUX TENTATIONS DE FACILITE QUE POURRAIENT FAIRE NAITRE UNE SITUATION D'APPROVISIONNEMENT PLUS DETENDUE ET LA BAISSSE ACTUELLE DES PRIX DU PETROLE. LES EFFORTS EN VUE DE LA PEALISATION DES OBJKCTIFS ENERGETIQUES DE LA COMMUNAUTE NE DOIVENT EN AUCUN CAS ETRE RELACHES ET LES PROGRES ACCOMPLIS FERONT L'OBJET D'UN CONTROLE CONSTANT.

B) INVESTISSEMENTS EN UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE

MARQUANT SON ACCORD SUR L'IMPORTANCE DE CE PROBLEME ET SUR L'ANALYSE PRESENTEE PAR LA COMMISSION, LE CONSEIL SOUHAITE POUVOIR SE PRONONCER SUR UNE SERIE DE PROPOSITIONS CONCRETES LORS DE SA PROCHAINE REUNION. IL A INVITE LE COREPER A EXAMINER EN DETAIL LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION.

C) VOLET NUCLEAIRE (ASPECTS MACRO-ECONOMIQUES)

LE CONSEIL A ACCUEILLI FAVORABLEMENT LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION EN SOULIGNANT QUE L'APPROCHE GLOBALE PRESENTEE CONSTITUERA UNE BASE TRES UTILE POUR UNE ANALYSE DETAILLEE DES PROBLEMES QUI SE POSENT MAIS AUSSI DES AVANTAGES ECONOMIQUES QUE POURRA COMPORTER LA PRODUCTION D'ELECTRICITE DANS DES CENTRALES NUCLEAIRES.

D) ROLE DES COMBUSTIBLES SOLIDES DANS UNE STRATEGIE ENERGETIQUE

DE LA COMMUNAUTE

LE CONSEIL A INSISTE SUR L'EXTREME IMPORTANCE DES COMBUSTIBLES SOLIDES POUR LA DIVERSIFICATION DES SOURCES PRIMAIRES D'ENERGIE.

IL A DEMANDE AU COREPER D'EXAMINER, A LA LUMIERE DU DEBAT, LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION.

E) GAZ NATUREL

LE CONSEIL, RECONNAISSANT LA CONTRIBUTION GRANDISSANTE DE CETTE SOURCE D'ENERGIE, DEMANDE A LA COMMISSION DE LUI FAIRE DES PROPOSITIONS EN VUE DE RENFORCER LA SECURITE D'APPROVISIONNEMENT.

F) PENURIE LIMITEE DU PETROLE

LE CONSEIL PREND ACTE DE LA POSITION PRISE DANS LES AUTRES PAYS INDUSTRIALISES SUR CETTE QUESTION ET PREND NOTE DE L'INTENTION DE LA COMMISSION DE LUI PRESENTER UN RAPPORT SUR LE NIVEAU ET L'UTILISATION DES STOCKS. IL INVITE LES ETATS MEMBRES A MAINTENIR EN 1982 LES STOCKS PETROLIERS DE SECURITE P UN NIVEPU AU MOINS EGAL A 90 JOURS DE LA CONSOMMATION DE L'ANNEE 1980 DE CRAINTE QUE LA BAISSSE DE CONSOMMATION ENREGISTREE EN 1981 N INCITE A UN CERTAIN DESTOCKAGE DEJA AMORCE. IL S'EST EGALEMENT ENGAGE A APPLIQUER EN CAS DE NECESSITE LE SCHEMA D'ACCORD CONVENU EN OCTOBRE PASSE.

2.4 FONDS SOCIAL

M. RICHARD A SOUMIS UN DOCUMENT D'ORIENTATION SUR LA REFORME DU FONDS SOCIAL EUROPEEN, DOCUMENT QUI FAIT SUITE AUX COMMUNICATIONS ENVOYEEES L'AUTOMNE DERNIER AU TITRE DU MANDAT. UN PREMIER DEBAT D ORIENTATION A PERMIS D'APPROFONDIR PLUSIEURS QUESTIONS IMPORTANTES COMME LES MODALITES D'UNE CONCENTRATION DES INTERVENTIONS DU FONDS, LES CRITERES D'ELIGIBILITE, LA COORDINATION AVEC LE FONDS REGIONAL.

M. RICHARD COMPTE REEXAMINER SON DOCUMENT A LA LUMIERE DE CETTE DISCUSSION EN VUE D'UN DEUXIEME DEBAT D'ORIENTATION PREVU POUR AVRIL. LA PROPOSITION DE REVISION DU FONDS SOCIAL SERA ENSUITE ELABOREE.

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1 JAPON

M. ESAKI (ANCIEN MINISTRE DU MITI, ET MEMBRE INFLUENT DU PARTI LIBERAL DEMOCRATE) A RENDU VISITE LE 15 MARS AU PRESIDENT THORN. A LA TETE D'UNE DELEGATION D'UNE VINGTAINE DE PERSONNES, IL A PRIS PART A UNE TABLE RONDE ORGANISEE LE 16 SOUS LA PRESIDENCE DE M. HAFERKAMP A LAQUELLE PARTICIPAIENT EGALEMENT MM. ANDRIESEN ET NARJES. M. ESAKI A ETE CHARGE PAR LE PREMIER MINISTRE, M. SUZUKI, DE PRESIDER LE COMITE SPECIAL DU LDP CHARGE DE METTRE AU POINT LES MESURES PROPRES A APAISER LES TENSIONS COMMERCIALES ENTRE LE JAPON ET SES PARTENAIRES.

LE BUT DE CETTE MISSION, QUI SE MENDRA SUCCESSIVEMENT A LONDRES, PARIS ET BONN, EST ESSENTIELLEMENT D'EXPLIQUER LES MESURES RECEMMENT PRISES OU ANNONCEES PAR LE GOUVERNEMENT JAPONAIS ET D'ECOUTER LES DOLEANCES ET SUGGESTIONS DES PARTENAIRES DU JAPON, CE QU'IL VENAIT DE FAIRE AUX USA. NATURELLEMENT M. ESAKI A MIS EN VALEUR L'IMPORTANCE ET LA PORTEE DES MESURES PRISES ET LE ROLE "CONSIDERABLE" QUE DEVRAIT JOUER LE "TRADE OMBUDSMAN" DANS L'AVENIR.

MM. HAFERKAMP ET NARJES ONT MIS L'ACCENT SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE "CRITIQUE" DANS LAQUELLE SE TROUVE L'EUROPE ET SUR L'URGENTE NECESSITE POUR LE JAPON DE POURSUIVRE L'EFFORT D'OUVERTURE DE SON MARCHÉ ET DE S'ATTACHER A D'AUTRES PROBLEMES COMME LA NATURE OLIGOPOLISTIQUE DE L'ECONOMIE JAPONAISE OU L'OUVERTURE DU SECTEUR DES SERVICES FINANCIERS.

AU COREPER, LA DISCUSSION PREPARATOIRE AU CONSEIL DU 23 MARS A MONTRE L'EMERGENCE D'UN CONSENSUS (AVEC UNE RESERVE FORMELLE ITALIENNE) EN FAVEUR DU DECLENCHEMENT DE LA PROCEDURE DE L'ARTICLE XXIII DU GATT A L'ENCONTRE DU JAPON.

3.2 URSS

LES MESURES COMMERCIALES RESTRICTIVES A L'EGARD DES IMPORTATIONS ORIGINAIRES DE L'URSS DECIDEES EN PRINCIPE PAR LE CONSEIL LE 23 FEVRIER SONT ENTREES EN VIGUEUR LE 17 MARS ET SERONT D APPLICATION JUSQU'AU 31 DECEMBRE PROCHAIN, SAUF MODIFICATION OU PROROGATION.

LES MESURES COUVRENT UNE SOIXANTAINE DE PRODUITS POUR UN TOTAL D'IMPORTATIONS DE 448 MECUS EN 1980. LES REDUCTIONS D'IMPORTATIONS (25 0/0 SUR LES PRODUITS LIBERES, 50 0/0 SUR LES PRODUITS CONTINGENTES) PORTERONT SUR 144 MECUS AU TOTAL. CES MESURES SONT SUSPENDUES A L'EGARD DE LA GRECE.

(ON S'ATTEND QUE LA QUESTION SOIT EVOQUEE A GENEVE A L'OCCASION DE LA SESSION ANNUELLE DE L'E.C.E. QUI S'OUVRE LE 23 MARS).

3.3 ARGENTINE-URUGUAY

SUITE A L'ADHESION DE LA GRECE, LA COMMISSION A NEGOCIE SUR LA BASE DE L'ARTICLE XXIV PARAGRAPHE 6 DU GATT, LES COMPENSATIONS A OCTROYER A L'ARGENTINE ET L'URUGUAY EN MATIERE DE VIANDE. LA COMMISSION A ADOPTE UNE RECOMMANDATION DE DECISION AU CONSEIL

PREVOYANT L'AUGMENTATION DU CCNTINGENT TARIFAIRE ANNUEL DE VIANDE BOVINE DE HAUTE QUALITE DE 7.500 T POUR L'ARGENTINE ET DE 1.300 T POUR L'URUGUAY.

3.4 CHINE - COOPERATION ENERGETIQUE

LA MISSION DE HAUTS FONCTIONNAIRES CHINOIS QUI VIENT D'ENTREPRENDRE UNE TOURNEE DE VISITES DANS LES ETATS MEMBRES (NOTRE TELEX 73 DU 19.02.82) A EU DES ENTRETIENS AVEC P. DAVIGNON ET LES RESPONSABLES DES SERVICES DE LA COMMISSION.

UNE SERIE DE CONTRATS ONT ETE SIGNES PORTANT SUR :

- SEJOUR EN CHINE DES CETTE ANNEE D'EXPERTS EUROPEENS SPECIALISTES DE LA FORMATION EN MATIERE DE PROGRAMMATION ENERGETIQUE,
- FORMATION DE CADRE CHINOIS AU CENTRE D'ISPR,
- ETUDE METHODOLOGIQUE SUR L'OFFRE ET LA DEMANDE D'ENERGIE DANS DES ZONES RURALES ET INDUSTRIELLES DE CHINE.

LES CONTACTS SERONT POURSUIVIS DANS LES AUTRES SECTEURS POUVANT SE PRETER A UNE COOPERATION DE LA CHINE AVEC LA COPMUNAUTE ET SES ETATS MEMBRES, TELS QUE L'EXPLOITATION, LA GAZEIFICATION ET LA LIQUEFACTION DU CHARBON, BARRAGES HYDROELECTRIQUES, RAFFINAGE, ECONOMIES D'ENERGIE, NOTAMONT. CES THEMES SERONT EVOQUES LORS DE LA VISITE QUE LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON EFFECTUERA EN CHINE DU 12 AU 19 AVRIL.

3.5 MEDITERRANEE SUD : NOUVEAUX PROTOCOLES FINANCIERS

LA COMMISSION A TRANSMIS AU CONSEIL LE RESULTAT DE LA NEGOCIATION DES NOUVEAUX PROTOCOLES FINANCIERS DEJA PARAPHEES AVEC LE MAROC, L'EGYPTE, LA JORDANIE, LE LIBAN, LA SYRIE ET ISRAEL. ELLE DEMANDE AU CONSEIL D'ENGAGER LA PROCEDURE DE SIGNATURE ET DE CONCLUSION DE CES PROTOCOLES ET ESPERE ETRE EN MESURE D'ACHEVER PROCHAIIEMENT LA NEGOCIATION AVEC L'ALGGRIE ET LA TUNISIE.

EN EXPRIMANT LEUR DECEPTION DEVANT LES MONTANTS DE L'AIDE DE LA COMMUNAUTE POUR LES CING PROCHAINES ANNEES, LES PARTENAIRES ONT INSISTE POUR QUE SOIENT MIS AN ŒUVRE LES MOYENS PERMETTANT DE DEVELOPPER LES AUTRES FORMES DE COOPERATION.

3.6 TEXTILE NEGOTIATIONS

A) ON 15 TH MARCH THE COMMUNITY ACCEPTED THE NEW PROTOCOL OF EXTENSION OF THE MULTIFIBRE ARRANGEMENT (MFA) WHICH CAME INTO EFFECT FOR A PERIOD OF 4 YEARS AND 7 MONTHS ON 1 JANUARY 1982. THE COUNCIL ALSO AUTHORISED THE COMMISSION TO OPEN NEGOTIATIONS FOR THE RENEWAL OF THE BILATERAL TEXTILE AGREEMENTS.

B) IN PREPARATION FOR THESE BILATERAL NEGOTIATIONS, A SERIES OF PREPARATORY VISITS HAVE BEEN CONDUCTED BY COMMISSION TO CERTAIN ASEAN COUNTRIES (THAILAND, MALAYSIA, SINGAPORE AND INDONESIA). A MISSION TO INDIA, PAKISTAN AND SRI LANKA IS NOW IN PROGRESS. FURTHER VISITS WILL TAKE PLACE IN EARLY APRIL TO LATIN AMERICA (BRAZIL, MEXICO, PERU AND COLOMBIA) AND IN THE SECOND HALF OF APRIL TO THE FAR EAST (HONG KONG, MACAO, SOUTH KOREA AND THE PHILIPPINES).

THE SUBSTANTIVE NEGOTIATIONS ARE SCHEDULED TO TAKE PLACE IN BRUSSELS DURING THE PERIOD MAY/JULY.

C) IN THE MEANTIME, NEGOTIATIONS ARE BEING ACTIVELY PURSUED WITH PREFERENTIAL COUNTRIES OF THE MEDITERRANEAN BASIN FOR THE RENEWAL OF THE BILATERAL TEXTILE ARRANGEMENTS, IN PARTICULAR WITH PORTUGAL, SPAIN, TUNISIA, MOROCCO, EGYPT AND MALTA.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

•
EURCOM WSH

21877 COMEU B M

Communications

Global Communications

Global Communications

Global

Global Communications

Communications